



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34, avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

Blois, le 07/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE)**

AGEN - Bonnel  
47480 Pont-Du-Casse

Références : LSAEX 2024-750 VAT2024XXXX  
Code AIOT : 0010003889

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE) implanté ZI des Gaudières 37390 Mettray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SENITA LOGISTICS (ex DE SANGOSSE)
- ZI des Gaudières 37390 Mettray
- Code AIOT : 0010003889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement De Sangosse est un entrepôt de produits phytosanitaires. La surface du site est de 53700 m<sup>2</sup> dont 11630 m<sup>2</sup> de bâtiments. La capacité de stockage est de 11400

palettes. L'établissement relève du statut Seveso seuil haut.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'Opération Interne - Mise en œuvre	Arrêté Préfectoral du 21/10/2010, article 7.8.7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2017, article II > 13.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-I	/	Sans objet
9	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-II	/	Sans objet
10	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	des eaux incendie - caractéristiques	26		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2010, article 7.8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. (...) En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du PPI.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 06/10/2023:</u></b> Par courriel du 5 juin 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise à jour du plan d'opération interne (POI) de l'établissement et de la transmission de ce POI complété, tenant compte des remarques formulées lors de l'inspection précédente du 12/04/2023, au plus tard à fin septembre 2023. L'inspection n'a pas été destinataire du POI complété au préalable du présent contrôle. En séance, l'exploitant n'a pas été mesure de présenter le POI complété. Celui-ci s'est engagé à le transmettre à l'inspection à l'issue de la présente inspection. A ce jour, le POI complété n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><b><u>Constat du 15/10/2024:</u></b></p>

En séance, l'exploitant a présenté quelques pages du POI modifié. L'inspection des installations a récupéré une version modifiée du POI daté de juillet 2023. La version de juillet 2023 du POI n'inclut pas les nouvelles capacités de rétention mises en place par l'exploitant.

**Écart maintenu et requalifié:**

La version du POI présentée n'est pas à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la dernière version de son POI modifié. Cette version inclut le positionnement des nouvelles capacités de rétentions du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Détection automatique d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entrepôts

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.[...]. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

**Constats :**

**Constat de la visite d'inspection du 06/10/2023:**

**La cellule C2 n'est pas équipée d'une alarme sonore audible, permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes dans cette cellule, en cas de détection incendie.**

Lors de la visite d'inspection du 15/10/2024 l'exploitant a indiqué que lors de la vérification périodique du système de détection incendie du 23/04/2024, le technicien a procédé au

<p>recalibrage de la sirène d'alarme incendie la plus proche de la cellule 2. Un test a été réalisé, la sirène est parfaitement audible à l'intérieur de la cellule 2</p> <p><b>Constat du 15/10/2024:</b> L'écart est levé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II &gt; 13.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat de la visite du 06/10/2023:</u></b> L'exploitant ne dispose pas d'un certificat de conformité pour son installation d'extinction automatique à haut foisonnement précisant que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Lors de la visite du 15/10/2024, l'exploitant a indiqué qu'une étude réalisée par un organisme extérieur était en cours. Cette étude porte sur la clarification technique de la performance du système d'extinction automatique du site. Le résultat de cette étude devait être remis à l'exploitant en septembre 2024. a ce jour, l'exploitant n'a pas pu présenté cette étude.</p> <p><b><u>Constat de la visite du 15/10/2024:</u></b> L'écart relevé lors de la visite du 06/10/2023 est maintenu: L'exploitant ne dispose pas d'un certificat de conformité pour son installation d'extinction automatique à haut foisonnement précisant que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à</p>

l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article II > 13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiabiles combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 06/10/2023:</u></b>  <b>Les vérifications semestrielles et annuelle du système d'extinction automatique à haut foisonnement de l'établissement n'ont pas été effectuées au titre de l'année 2023, telles que préconisées par la règle APSAD R12.</b></p> <p>Lors de la visite du 15/10/2024, l'exploitant a présenté un compte-rendu d'essais de maintenance effectué par la société 2MSE en date du 14/06/2023 suivant le référentiel APSAD Règle R12. Ce compte-rendu conclut à une installation sans remarques particulières. Essai mousse réalisé le 03/11/2023.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a aussi présenté le dernier compte-rendu d'essais de maintenance effectué par la société 2MSE en date du 23/04/2024 suivant le référentiel APSAD Règle R12. Ce compte-rendu conclut à une installation faisant l'objet d'observations.</p> <p><b><u>Constat de la visite d'inspection du 15/10/2024:</u></b>  <b>Le dernier compte-rendu d'essais de maintenance effectué par la société 2MSE fait état de plusieurs d'observations.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à</p>

l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2017, article II > 13.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiabiles combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat de la visite du 06/10/2023:</b> lors de la visite des installations de la cellule C2, l'inspection a constaté la présence de palettes à proximité des diffuseurs de mousse du système d'extinction automatique à haut foisonnement susceptible d'entraver la bonne diffusion de la mousse à l'intérieur de la cellule.</p> <p><b>Constat de la visite du 15/10/2024:</b> Lors de la visite du 15/10/2024, l'inspection des installations classées a pu constater le déplacement des palettes susceptibles d'entraver la bonne diffusion de la mousse à l'intérieur de la cellule. L'exploitant indique avoir sensibilisé ses équipes logistiques afin d'éviter une réitération de cette mauvaise pratique.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Installations électriques et équipements métalliques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entrepôts
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p>



- lors de la visite d'inspection du 06/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2024

#### **Prescription contrôlée :**

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

#### **Constats :**

##### **Constat de la visite du 06/10/2023:**

L'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification de l'ensemble des installations électriques de son établissement au titre de l'année 2023.

##### **Constat de la visite du 15/10/2024:**

L'exploitant a présenté le rapport APAVE Q18 relatif à la vérification périodique du 16/05/2024 des installations électriques de l'établissement. Ce rapport conclut à une vérification complète des installations électriques et à l'absence de risque d'explosion et d'incendie. Néanmoins le corps de ce rapport mentionne l'absence de réalisation de coupure générale et la non réalisation d'essais des dispositifs différentiels.

##### **La non-conformité est donc reconduite :**

L'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification de l'ensemble des installations électriques de son établissement au titre de l'année 2024.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 7 : Dimensionnement des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions

#### **Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la

capacité de rétention est au moins égale à :
<ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté la note de calcul des capacités de rétention du site. Toutes les cellules de stockage possèdent une rétention interne indépendante. Pour certaines cellules, il faut rajouter au volume de rétention le volume d'une rétention déportée.</p> <p>Une rétention déportée extérieure a été créée (200 m3).</p> <p>La rétention existante à l'extérieur a été agrandie (600 m3).</p> <p>Le jour de la visite, les travaux de création et d'agrandissement du bassin de rétention existant sont terminés.</p> <p>Le réseau d'évacuation créé pour les cellules C1 à C7 est gravitaire. Le raccordement aux différentes cellules est réalisé.</p> <p>Pour les cellules contenant des liquides inflammables, chaque piquage est réalisé avec une canalisation béton avant passage dans un regard siphoné béton (C1 à C7).</p> <p><b>Constat:</b> Au regard de l'arrêté du 04 octobre 2010, les capacités de rétention du site sont suffisantes.</p> <p><b>Pas de non-respect constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1988 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dispositifs de rétention sous cellules sont toujours disponibles.</p> <p>Les bassins de rétention extérieurs sont en bon état et propres.</p> <p>Il a été constaté le jour de la visite que le dispositif d'obturation du bassin de rétention dédié entre autre aux cellules C1 à C7 n'était pas fermé.</p> <p><b>Constat:</b> Le dispositif d'obturation du bassin de rétention des cellules C1 à C7 n'est pas maintenu</p>

fermé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet les justificatifs permettant de répondre au constat ci-dessus (justificatif de la fermeture de la vanne + procédure de gestion).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Produits incompatibles – rétentions non déportées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>
L'exploitant indique qu'il ne peut pas y avoir de produits incompatibles stockés dans une même cellule. L'entrepôt dispose d'un plan de stockage listant les types de substances et quantités max associées pouvant être stockées dans chaque cellule. Un logiciel gère les incompatibilités de stockage en fonction des règles d'incompatibilité édictées par l'exploitant (Wharehouse Mangement System). <b>Pas de non-respect constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m<sup>2</sup> identifiées dans l'étude de dangers, ou ;
- est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup>/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

#### **Constats :**

L'ensemble des cellules de stockage sont sur rétentions individuelles.

En cas de débordement de ces rétentions internes, le site dispose de deux bassins extérieurs capables de recueillir l'excédent.

Un bassin historique agrandi afin de respecter la nouvelle réglementation (porté à 600 m<sup>3</sup>).

Ainsi qu'un deuxième créé de 200 m<sup>3</sup>.

Le nouveau bassin de rétention externe de 200 m<sup>3</sup> récupère les eaux provenant des cellules C1 à C7, pouvant potentiellement être chargées en liquides inflammables (réseau gravitaire, regard siphon, canalisation béton).

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite